



PRé



POUR UNE RÉPUBLIQUE *é*COLOGIQUE

NEWSLETTER n°12

20 Avril 2011

Sommaire

- P 2 à 5** **Edito –Pour Nicolas HULOT, par Guillaume VUILLETET, Président du PRé**
- P 4 à 8** **Compte rendu du débat avec Cécile DUFLOT**
- P 10 à 11** **Revue de presse**
- P 12** **Bulletin d'adhésion**
-

Edito - Pour Nicolas HULOT

Par Guillaume VUILLETET, Président du PRé

L'élection présidentielle est toujours un moment singulier de notre histoire commune.

Les moments de démocratie ne manquent pas dans la République. Mais leur signification varie, c'est un euphémisme.

Les élections intermédiaires sont souvent instrumentalisées pour exprimer un rejet du gouvernement – ou une sanction d'un parti d'opposition trop falot comme lors des européennes de 2004. Elles permettent à cet égard souvent de revivifier l'offre politique, pour le meilleur ou pour le pire. Une mention spéciale doit être donnée aux élections municipales pour lesquelles il est de bon ton de croire que la dimension locale prime. On se contentera de dire qu'elle importe.

Enfin, il en est une qui n'existe plus – et c'est un peu embêtant dans un régime qui se veut équilibré – c'est l'élection législative. Elle procède, depuis la réforme du quinquennat, entièrement de l'élection présidentielle. Non qu'elle la reproduise mais qu'elle en est la conséquence.

Bref toutes ces élections traduisent un écart entre leur objet formel et les motivations qui guident les électeurs.

Sauf l'élection présidentielle. La raison en est simple. Nos concitoyens ont compris depuis longtemps son importance. Entre l'exaspération de ce qu'ils avaient vécu et le désir de trouver des solutions à leurs problèmes, ils ont tout loisir de comprendre que leur choix allait peser sur leur réalité pour 5 ans.

Cela ne veut pas dire que ce vote soit un vote d'adhésion. Ce qui fonde l'adhésion c'est l'offre politique. Elle est plus que souvent en berne depuis un quart de siècle sauf peut être en 2007 où les candidats – sincères ou non- semblaient vouloir mobiliser les énergies.

C'est donc la seule élection où l'on peut voter pour un candidat que l'on peut détester pour la simple raison qu'il semble mieux taillé pour remplir la fonction.

C'est une élection où un(e) candidat(e) va à la rencontre de la Nation et où les citoyens veulent trouver une incarnation de la direction que doit suivre le pays dans les 5 années qui suivent.

L'élection de 2012 prend une singularité dans la singularité. La situation économique et sociale exige des réponses que les « grands partis » seront bien en peine de fournir. L'habillage cosmétique du Front

National avec Marine Le Pen relayé par l'extraordinaire caution donnée en creux par l'UMP lors du scrutin cantonal, va donner un regain de conviction à ceux qui cherchent une issue dans le repli identitaire. Il se dit que la droite n'espère son salut que dans une confrontation avec Marine Le Pen. C'est une tentative désespérée et inconséquente. Mais elle rehausse la hauteur de l'enjeu.

Que cette tentative épouvantable réussisse et ce sera la fin du modèle républicain. Ce sera la fin parce que la droite a prouvé qu'il n'avait aucune pudeur, aucune barrière morale à accaparer le pouvoir pour son seul profit. Son cynisme n'a pas de limite comme le prouve l'attitude présente d'un ministre de l'intérieur d'autant plus odieux qu'il fut par le passé un loyal serviteur de l'Etat. Chaque prétexte sera utilisé pour détruire la solidarité qui nous lie, abattre les services publics qui constituent le ciment de notre société, rogner les libertés publiques tout en garantissant à un aréopage de nantis la « juste » protection de leur enrichissement.

En écrivant ces lignes, je me rends compte qu'elles paraissent d'un autre âge. Elles auraient pu convenir à un commentaire de la politique menée par madame Thatcher. Sauf que la dame de Fer menait ouvertement un projet politique ultralibéral. Ce qui se passe ici se cache derrière un nuage d'ambiguïté et de dissimulation.

Le second danger -si celui là ne suffisait pas - c'est

qu'il serait bien naïf de croire que les apprentis sorciers qui nous gouvernent refermeront la brèche qu'ils viennent d'ouvrir dans le front républicain. De ce point de vue, je l'ai déjà écrit dans un précédent éditorial, Marine Le Pen a déjà rempli une large part de l'objectif qu'elle pouvait suivre pour cette élection présidentielle. Les idées dont elle assure la mutation formelle sont accueillies dans le logiciel de la droite libérale.

Il y a donc une obligation de résultat sur cette élection présidentielle et plus seulement une obligation de moyen. En 2007, convenons en, une « belle défaite » a suffi à bien des militants de gauche pour faire oublier l'humiliation et le traumatisme du 21 avril 2002. Mais là, il faut gagner.

Quels sont les outils de cette victoire ?

En théorie, les choses sont réglées. Il existe un parti vertébrant la gauche. Certes, il a fait défaut en 2002, le Modem lui a chatouillé les pieds en 2007 et il a connu la seule et unique sanction dans l'histoire politique récente de l'électorat à l'égard d'un parti d'opposition lors des élections européennes de 2009. Mais il a aussi remporté les municipales, les régionales et – avec mention passable- les élections cantonales. Il a de plus un joker en la personne du grand argentier du monde. Ce parti, c'est le parti socialiste. Il suffirait donc de lui éviter l'accident fâcheux d'une élimination au premier tour pour que la victoire soit acquise. C'est une théorie qui se tient et qui se

rapproche – sommairement – de celle que développe Daniel Cohn Bendit.

Mais elle fait l'impasse sur la nécessité qui s'attache à l'élection présidentielle : il faut dessiner un avenir, un projet répondant aux préoccupations de nos concitoyens. Le PS est un parti en panne dont le fonctionnement et la réalité idéologique ne lui permettent pas de dépasser l'impasse de l'échec de la social-démocratie. La division de la gauche peut être une cause de défaite mais, en 2002, c'est d'abord le décalage sidérant entre la candidature de Lionel Jospin et la réalité vécue du peuple qui a démonétisé le vote socialiste.

C'est pour cela qu'il faut aujourd'hui – et on verra pour demain- une candidature à gauche qui incarne un renouveau, une approche globale d'une crise qui est à la fois sociale, démocratique et environnementale. Il faut un(e) candidat(e) qui ait par son expérience et son vécu, mérité la confiance des femmes et des hommes qui sont le peuple de ce pays.

Cela justifie une candidature qui incarne l'écologie politique. Plus forte sera cette candidature, plus crédible sera le projet que portera le (la) candidate de la gauche au second tour.

Voilà pourquoi je crois que la candidature de Nicolas Hulot est la bienvenue. Elle est à elle seule une rupture et un devenir. Elle demande à être renforcée par un projet écologiste plus précis. Mais ce projet sera à construire avec ceux qui vont la rejoindre.

L'avantage de cette perspective participative, c'est qu'elle est crédible. Et puis, elle s'appuie sur la démarche, progressive, lucide et honnête d'un homme qui a beaucoup agi, pas mal proposé et qui prend aujourd'hui ses responsabilités.

Peut-il y avoir d'autres candidats ? Sans aucun doute. Au premier rang desquels Cécile Duflot. Sa candidature aurait un sens dans l'histoire de la construction de l'écologie politique. Par sa personnalité elle est celle dont le message est : « nous arrivons ». Elle incarne une écologie politique qui poursuit sa mue vers une force de gouvernement. Il serait juste qu'elle soit celle qui en fasse un élément majeur des politiques de demain. Mais voilà, elle a fait le choix – évidemment louable- de vouloir peaufiner la construction de l'outil politique de l'écologie. La candidature d'Eva Joly est estimable. Elle a l'avantage de son originalité et de sa capacité à bousculer l'ordre établi du « casting » des présidentielles. Mais porte-t-elle autre chose que cette singularité ? C'est sans aucun doute très injuste mais je ne le crois pas.

Nicolas Hulot a déclaré sa candidature. Il dit – entre autres – cela : *« L'humanité est devenue la proie d'une épidémie de crises qui accable le plus grand nombre. Les équilibres sociaux chancellent, ceux du climat et du vivant s'effondrent. Les hommes et les femmes de ce temps sont désemparés. Ils craignent pour leur emploi, leur sécurité, leur environnement, leur santé et l'avenir de leurs enfants. La marche*

trionphante du progrès prend les allures d'un immense malentendu.

En France aussi les conditions de vie se dégradent. Les difficultés s'accumulent. La précarité devient un sentiment prégnant. C'est, pour beaucoup de nos compatriotes, la peur quotidienne du chômage, du déclassement, de l'exclusion, c'est l'angoisse des factures et des fins de mois difficiles, le piège de l'endettement, le stress de la compétition, le mal être récurrent, la perte des repères, la dissolution du lien collectif et des solidarités.

L'urgence et le devoir nous obligent à changer de cap.

Un autre monde est non seulement possible, il est nécessaire. La créativité humaine ne fait pas défaut.

Fixons-lui des priorités sans confondre progrès et performance. L'économie, la technologie, l'argent lui même, ne sont pas des fins mais des moyens. Leur donner du sens, c'est la seule expression de la modernité. La volonté, les compétences, la citoyenneté, la générosité, l'envie d'agir et le désir de changer sont partout. Je le sais, j'y puise mon énergie. Le changement est déjà en marche dans la société civile. Il faut l'encourager, le légitimer, l'accompagner par la cohérence de l'action publique en fixant ensemble de nouvelles priorités qui rompent avec le capitalisme sauvage »

Cette démarche là vaut la peine que nous nous y investissions. C'est ce que nous allons faire.

Cécile Duflot, invitée du PRé : compte rendu.

Cécile Duflot, Secrétaire nationale d'Europe Ecologie Les Verts était, le 7 avril, invitée du PRé, dans le cadre de notre troisième diner débat. Le thème choisi : « *2012 : élection tremplin pour l'écologie politique ?* »

«Comment ne peut-on pas être écologiste aujourd'hui ?»

«Comment ne peut-on pas être écologiste aujourd'hui ?», c'est à peu près par ces mots que Cécile Duflot introduit son propos. Selon elle, on ne nait pas écologiste mais la marche du monde impose de le devenir, car aujourd'hui se pose comme jamais la question des limites de notre modèle de développement productiviste, celui qui oublie de s'interroger sur pourquoi et pour qui l'on produit.

Mais selon Cécile Duflot, l'écologie politique ne s'arrête pas à l'unique question environnementale : elle doit aussi avoir comme ambition de pouvoir changer les termes du débat politique, de « revivifier » la démocratie « à l'âge de la défiance », pour reprendre l'expression de Pierre Rosanvallon.

L'écologie politique est le projet de transformation sociale du vingt et une siècle. A la différence des idéologies destructrices du vingtième siècle, l'écologie

politique n'est pas figée, elle se construit « en marchant ». Tout naturellement, son défi est aujourd'hui d'accéder durablement au pouvoir. Et elle n'a jamais été aussi près d'y parvenir ! A l'image de ce qui passe en Allemagne où les *gruenens* sont aujourd'hui devant les SPD et à égalité avec le CDU dans les sondages, idem au Brésil où la candidate écologiste a recueilli près de 20% des voix.

La reconstruction de l'écologie politique après le 21 avril 2002.

En France, l'écologie est entrée en politique dans les années soixante dix en fédérant des militants d'horizons très divers. La gouvernance des verts fut celle d'une association plus que d'un parti et a suscité la conflictualité de l'appareil qui caractérisait le mouvement écologiste jusqu'à récemment.

L'expérience du pouvoir (entrée simultanée au parlement et au gouvernement) de 1997 à 2002 et le traumatisme du 21 avril, ont entraîné une réelle remise en cause au sein du parti écologiste. Cette introspection a permis ensuite l'émergence d'Europe Ecologie, qui constitue une étape décisive dans cette quête du pouvoir. Les écologistes doivent se mettre en situation matériel et psychologique pour y accéder. Cela nécessite notamment de substituer à la logique

de contre-pouvoir et de contestation qu'incarne l'écologie, une logique de responsabilité. Ce n'est pas une sinécure pour un corps collectif comme celui des écologistes. Il faut se doter de compétences, de relais,...ce qui implique pour les écologistes de s'ouvrir largement. Elle fait ainsi sienne la formule de François Mitterrand en l'adaptant «Qui sont les socialistes sinon ceux qui ne le sont pas encore ».

Objectif : que la gauche gagne en 2012 !

Les écologistes ont également la responsabilité de faire gagner la gauche en 2012, or la gauche ne pourra vaincre Nicolas Sarkozy en recyclant ses programmes et en proposant des vieux modèles. Il faut « écologiser » la société et elle énumère les exemples : rapprocher lieu de production et de consommation, faire payer le transport à son cout réel, sortir de la logique de spécialisation des territoires. En prenant l'exemple du concept d'« attractivité du territoire », elle dénonce des archétypes de pensée qui ont été intériorisés à gauche, comme à droite, tout comme dans la sphère administrative, mais qui sont aujourd'hui totalement obsolètes et inopérants.

En pointant un système présidentiel sans contre-pouvoir aggravé par un quinquennat additionné à

l'inversion du calendrier des élections présidentielles et législatives, elle met en exergue l'enjeu de 2012. Pas seulement pour les écologistes et leurs représentants mais pour la gauche dans son ensemble, car il s'agit bien de bouleverser le paysage politique français et même au delà.....

Lors du débat avec la salle, Cécile Duflot a eu l'occasion de **revenir sur l'ouverture d'EELV. Comme dans toutes les organisations politiques, n'y a t-il pas un risque de verrouillage des « anciens » à la veille du Congrès ?**

L'image que l'on pouvait avoir des verts est, selon elle, aujourd'hui dépassée pour deux raisons : d'une part, elle souligne l'apport de « sang neuf », aujourd'hui il y a près de 14 000 adhérents au sein d'EELV. D'autre part, personne n'a envie de retourner dans les errements du passé. Ce changement d'état d'esprit est renforcé non seulement par la dynamique d'un cadre renouvelé (création d'EELV), mais aussi par les résultats électoraux salvateurs des européennes et régionales. Enfin, le fait que les générations qui votent aujourd'hui sont celles nés avec l'écologie ancrée dans le paysage politique, constitue un réel avantage en termes de légitimité et de crédibilité, mais confère aussi des responsabilités.

Cécile Duflot explique également ce que représente la « **coopérative** » **créée en 2008 en marge du mouvement écologiste** ? Il s'agissait de gérer l'afflux massif de sympathisants au lendemain des européennes. Plus qu'un « sas » entre la société civile et le parti, il s'agit de proposer un moyen de faire de la politique autrement. Elle ajoute qu'il ne saurait y avoir de tutelle du parti sur la coopérative.

A la question de savoir si les écologistes étaient rétifs au progrès technique, elle estime a contrario que la foi dans le progrès technique est un élément de certitude et d'auto persuasion collective. Il est une évidence qu'il est indispensable avant tout de répondre à la question de l'apport du progrès à l'humanité. Il faut ensuite contester l'idée d'un progrès dédié à la rentabilité et s'opposer à un progrès technique sans débat démocratique. Il est enfin nécessaire de juger le progrès technique à l'aune de la qualité de vie, du bien être qu'il peut apporter.

Elle met en doute l'idée que, sous prétexte de modernité, la technique est toujours synonyme de progrès, s'appuyant sur le récent rapport du Médiateur de la République qui met en avant la

souffrance collective qu'engendre la dématérialisation (et donc la déshumanisation) des services publics.

Cette défiance vis-à-vis d'un progrès technique sans contre-pouvoir est illustrée, bien évidemment, par le choix « technocratique » du tout nucléaire en France, pour lequel elle dénonce trois mensonges : celui d'un cout qui serait réduit (parce que l'on ne prend pas en compte le cout réel des déchets, du démantèlement...), celui d'une sécurité qui serait totale, et celui d'une prétendue indépendance énergétique (« parce que si l'on n'a pas de pétrole en France, on n'a pas non plus d'uranium »).

Cécile Duflot a également eu l'occasion d'aborder **la question de la régulation de la mondialisation** qui passe, souligne-t-elle, notamment par une réforme de l'OMC. Sur la solution d'un protectionnisme européen ou nationale, elle considère qu'il ne s'agit pas d'écraser les pays du sud (ce qui pourrait être la conséquence d'une taxe carbone aux frontières par exemple). Il convient davantage d'orienter les consommateurs et de rapprocher les lieux de consommation des lieux de production.

Comment relancer la construction européenne?

Elle juge que l'idéologie européenne a cette caractéristique d'être « molle », le Parlement

européen a été dépossédé de son pouvoir. Il faut ainsi redonner la main aux citoyens en proposant, par exemple, un référendum sur l'ensemble du territoire européen pour valider démocratiquement un projet politique commun. Doter l'Union européenne d'un vrai budget et d'un vrai pouvoir, en particulier sur les réseaux de transport, est aussi un préalable indispensable au réenchâtement de l'idéal européen.

Sur le principe de laïcité, elle s'estime à la fois très raide et très souple. D'un côté, elle est d'avis qu'il s'agit d'une absolue nécessité que les questions religieuses ne soient pas au cœur du débat public et de la décision politique. La religion doit rester à sa place, c'est-à-dire l'intime.

De l'autre, elle juge qu'actuellement, s'entremêlent exagérément les questions de laïcité, d'immigration et de relation à l'islam. Elle plaide la prudence sur cette question, afin d'éviter de renforcer le

communautarisme en sommant les uns et les autres de choisir une « identité ». Évacuer les crispations tout en restant ferme sur les principes, voilà comment se résume sa position.

A la question des solutions écologistes pour une hausse du pouvoir d'achats des français les plus précarisés, elle dit, sans vouloir apporter de réponses miracles, assumer la nécessité d'un rééquilibrage des richesses, ce qui signifie la mise en place d'un revenu maximum, un niveau de prélèvements très élevé pour les très hauts revenus... Elle remarque aussi que ce sont les dépenses contraintes pour les ménages qui sont en nette augmentation, ce qui commande d'agir sur le plafonnement des loyers, sur les politiques d'économie d'énergie... mais aussi sur les modes de consommation, que ce soit en refusant l'obsolescence programmée des biens d'équipement, ou que ce soit en raccourcissant les circuits de distribution, en matière de produits agricoles tout spécialement.

Revue de presse du 20 avril 2011

1. International

Source : www.liberation.fr

La catastrophe de Fukushima nous ferait presque oublier qu'il y a un an exactement survenait, dans le golfe du Mexique, la plus grande marée noire de l'histoire. La Presse écrite revient sur les conséquences de cette catastrophe. Dans *libération*, notamment :

<http://www.liberation.fr/terre/01012332520-un-an-apres-la-louisiane-reste-dans-le-noir>

2. Débats, points de vue

▪ Le genre humain menacé

Source : www.lemonde.fr

Un article coécrit par Michel Rocard, Dominique Bourg et Floran Augagneur sur la nécessité et l'urgence de transformer profondément nos sociétés contemporaines car "Il sera bientôt trop tard pour remédier aux catastrophes écologiques et à leurs conséquences sociales et politiques". Lire l'article :

http://www.lemonde.fr/idees/article/2011/04/02/le-genre-humain-menace_1502134_3232.html

- **Monsanto et Bruxelles mains dans la main**

Source : www.marianne2.fr

Le feuilleton Monsanto se poursuit en Europe. Laurent Pinsolle dénonce l'acharnement de la multinationale à pénétrer les marchés européens contre l'avis des peuples : des manœuvres juridiques qui se font avec la complaisance de l'Europe.

Lire l'article : http://www.marianne2.fr/Monsanto-et-Bruxelles-main-dans-la-main_a204750.html

3. Lectures/ reportages

- **Le partage de la valeur ajoutée, par Philippe Askenazy, Gilbert Cette et Arnaud Sylvain**

Source : www.lemonde.fr

Y a-t-il un niveau idéal de partage de la valeur ajoutée ? C'est l'intérêt de ce petit livre de soulever la question, en proposant d'abord un résumé utile des théories économiques en la matière. Lire l'article :

http://www.lemonde.fr/idees/article/2011/04/11/le-partage-de-la-valeur-ajoutee-par-philippe-askenazy-gilbert-cette-et-arnaud-sylvain_1505758_3232.html

- **Planète à vendre**

Source : www.arte.fr

"Comment les pays riches et la finance internationale font main basse sur les terres arables du monde" : c'est ce que raconte le [documentaire](#) *Planète à vendre*. Alors qu'en 2009, 50 millions d'hectares de terres ont été vendus à travers le monde, des dizaines de millions d'autres seront très prochainement cédés à leur tour, souligne le site d'Arte. En 2050, il faudra nourrir 9,2 milliards de personnes. La production agricole devra alors doubler, et faire le bonheur des investisseurs qui s'emparent des terres des pays les plus pauvres. Revoir le reportage :

<http://www.arte.tv/fr/Comprendre-le-monde/Planete-a-vendre/3758592.html>



Bulletin d'adhésion au PRÉ

Je soussigné(e)

Nom :

Prénom :

Adresse :

.....

E-mail :

Déclare adhérer à l'association le PRÉ et avoir pris connaissance de sa charte et de ses statuts.

Fait à Paris

Le :

Signature :